

L'ÉVACUATION DE LA ZONE ROUGE DU DÉPARTEMENT DE LA MOSELLE EN 1939-1940 VERS LES CHARENTES ET LA VIENNE

par M. Henri HIEGEL

Pour la première fois dans l'histoire de la Lorraine mosellane la zone rouge, c'est-à-dire deux tiers de la Lorraine de langue allemande, comprenant les régions situées en avant et sur la Ligne Maginot, allait être évacuée en 1939-1940 d'après un plan plus ou moins préparé pour des nécessités stratégiques, afin que pussent se développer librement les opérations de guerre et que des vies humaines irremplaçables fussent sauvées. En quelques jours et même en quelques heures parfois, ces évacués abandonnèrent leurs foyers et furent privés de leur patrimoine et de leur situation, acquis par eux et leurs ancêtres, ne sachant ni quand ils pourraient revenir ni comment ils reconstitueraient les biens.

D) Le repli de la zone rouge derrière la Ligne Maginot et le départ en chemin de fer.

La préparation du plan d'évacuation

La population de la zone rouge pensait pouvoir se replier derrière la Ligne Maginot ou même trouver refuge dans la Ligne. En réalité dès 1933 un plan d'évacuation prévoyait l'hébergement des Mosellans en Savoie. Mais l'éventualité de l'entrée de l'Italie en guerre aux côtés de l'Allemagne à partir de 1936 nécessita de les faire diriger sur le centre-ouest, c'est-à-dire la Charente, la Charente-Maritime et la Vienne.

Les exigences du secret militaire s'opposaient à la diffusion du plan d'évacuation. Une circulaire du 25 novembre 1937 fit connaître pour la première fois les mesures à prendre en cas de conflit. Dans sa session du 14 novembre 1938 le conseil général mit en relief les lacunes du plan d'évacuation, imaginé sur le papier sans aucun réalisme. Robert Schuman rapporta que dans le canton de Metzervisse, composé de 26 mairies, sept maires, quatre adjoints et quinze secrétaires de mairie avaient été mobilisés et que même dans quatre mairies les trois responsables l'avaient été à la fois et qu'un village des Charentes, de 150 foyers, sans eau potable, aurait dû recevoir 700 réfugiés mosellans. Il convient d'y ajouter la mobilisation de

L'ÉVACUATION DE LA ZONE ROUGE

la plupart des curés et vicaires. Le 10 décembre 1938 les délégués des conseils généraux de la Moselle, du Bas-Rhin, du Haut-Rhin, des Vosges, des Ardennes, du Territoire de Belfort et de Meurthe-et-Moselle se réunirent à Nancy en vertu de la loi du 10 août 1871 pour réclamer que le plan d'évacuation comprît l'indication des localités d'accueil, la liste des personnes à évacuer, l'organisation des centres d'accueil, les moyens de transport et l'évacuation du bétail. La même demande fut faite à la séance de la Chambre des députés le 17 décembre. Des circulaires préfectorales des 30 janvier, 31 mars, 19 avril et 1er juin 1939 donnèrent certaines précisions. La circulaire du 31 mars prévoyait que les évacués des régions de Bitche, Sarreguemines, Sarralbe et Forbach seraient dirigés sur la Charente et la Charente-Maritime et ceux des régions de Saint-Avold, de Boulay, Bouzonville, Thionville et Sierck en Vienne et Haute-Vienne. C'étaient des départements d'accueil assez pauvres et l'administration préfectorale ne commença qu'en avril à préparer l'accueil, souvent uniquement sur le papier.

Le repliement de la population de la zone rouge derrière la Ligne Maginot en automne 1939

Dès le 30 août 1939 l'autorité préfectorale de la Moselle envisageait l'évacuation. Sur ordre militaire elle fut effectuée à partir du 1er septembre vers 15 h et se prolongea jusqu'au 3. Les localités, proches de la frontière allemande, partirent dans la soirée et la nuit, les autres le 2 et 3. Dans les arrondissements de Thionville-ouest et est 17 localités se replièrent seulement le 13 septembre et du 17 au 20 octobre. D'après une statistique de la Préfecture de la Moselle en date du 26 septembre 214 communes sur 764 avaient été évacuées, soit dans l'arrondissement de Sarreguemines 61 sur 73, dans celui de Forbach 67 sur 89, dans celui de Boulay 52 sur 101 et dans les arrondissements de Thionville-est et ouest 34 sur 112. Les cantons de Sierck-les-Bains, Bouzonville, Forbach, Saint-Avold, Sarreguemines, Rohrbach-lès-Bitche et Volmunster furent entièrement évacués. Dans une statistique allemande de 1941, au moment où la carte des communes fut remaniée, le nombre des communes évacuées en automne 1939 ne fut plus que de 208. Sur ordre militaire, la Préfecture de la Moselle évacua 210 000 Mosellans, dont 20 000 Messins, sur les Charentes et la Vienne. En pratique un certain nombre d'évacués restèrent en Moselle, Meurthe-et-Moselle, Alsace, Haute-Marne, Marne et Côte-d'Or. 75 communes de la zone arrière de la Ligne Maginot échappèrent provisoirement à l'évacuation. Une commune de la zone avant, Montbronn, échappa à l'évacuation, l'ordre de la Préfecture n'y parvenant pas et la Préfecture la croyant pendant des semaines en Charente. Aussi la zone évacuée finissait-elle à la ligne des localités non évacuées de Baerenthal, Mouterhouse, Lemberg,

DU DÉPARTEMENT DE LA MOSELLE EN 1939-1940

Meisenthal, Schmittviller, Hazembourg, Insming, Grostenquin, Guessling, Pontpierre, Tritteling, Bambiderstroff, Zimming, Boulay, Roupeldange, Ebersviller, Kédange, Moulin de Klang, Elzange, Basse-Ham, Cattenom, Hettange-Grande, Oeutrange, Tressange et Ottange.

Les évacués se rendirent en général à pied et en voitures hippomobiles dans les centres d'accueil, installés à 60 km en arrière de la frontière et à 30 km à l'arrière de la Ligne Maginot. Seuls, les habitants de Sarreguemines et de Forbach et environs purent utiliser les 1er et 2 septembre le chemin de fer. Les évacués du Pays de Bitche furent dirigés sur les régions de Phalsbourg, Lutzelbourg, Gondrexange et Avricourt. Trois exemples pour illustrer cet exode. L'ordre d'évacuation arriva le 1er septembre à 15 h pour être exécuté à 17 h par les 4 469 civils de Bitche. Il fut annoncé par sirènes et au son des cloches. Des privilégiés réussirent à gagner l'arrière-pays, en prenant le dernier train de Niederbronn. La plus grande partie de la population gagna à pied et en voitures hippomobiles la région de Phalsbourg. Le curé fit sonner au départ les cloches et invita les partants à jeter leurs regards en direction des cimetières, où reposaient leurs ancêtres depuis des siècles. Les évacués logèrent dans des granges, des champs et prairies en route. Dès que les habitants de Hanviller reçurent dans l'après-midi l'ordre d'évacuation, les pionniers, en cantonnement, barrèrent les routes vers l'Allemagne. Les civils quittèrent à pied et en voitures le village le 2 septembre à 4 h. Traînant derrière eux le bétail, ils passèrent à Bitche, qui était sur le point d'être évacué, puis à Lemberg, rempli de réfugiés et où la Croix-Rouge distribuait des boissons et des repas et où les autorités militaires prirent en charge le bétail. Après avoir passé la nuit à la belle étoile, on gagna le 3 Goetzenbruck et Wingen. Dans la nuit du 3 au 4 les habitants de Zittersheim les hébergèrent. Le lendemain on se rendit à la Petite-Pierre, où la Croix-Rouge distribua à nouveau des repas, puis à Eschbourg, où l'on passa la nuit sans avoir changé d'habits. On passa le 5 à Graufthal, Phalzweyer, Berling, Veschheim et Wintersbourg où un orage éclata, et l'on resta à Hérange du 5 à 15 h au 14. L'accueil fut des plus chaleureux. Dès la réception de l'ordre d'évacuation, une longue file de voitures, craquant sous leur charge, se forma à Epping-Urbach. Durant la marche vers la Ligne Maginot, les gens âgés s'accrochaient aux voitures et les enfants criaient à la tétée. D'après le témoignage d'un mobilisé de Petit-Réderching, stationné dans un avant-poste de Bettviller, le curé, dans une main un gros bâton et de l'autre tenant la corne d'une vache, s'avança très droit, en priant le chapelet et en chantant les psaumes. Les vieilles personnes et les enfants répondaient en latin, patois et français aux prières du curé, tandis qu'une nichée de têtes de petits enfants sortait de dessous des bâches. Les évacués gagnèrent ainsi Lorentzen, puis Languimberg et prirent le train à Azoudange pour la Charente.

L'ÉVACUATION DE LA ZONE ROUGE

Les évacués des régions de Sarreguemines, Sarralbe et Puttelange-aux-Lacs furent dirigés sur Azoudange, Bourdonnay, Hampont et Avricourt. Le repliement des habitants des régions de Forbach, de Saint-Avold et de Boulay se fit dans les régions de Delme, Nomeny et Pont-à-Mousson. Une partie des évacués de la région de Forbach partit au soir du 1er septembre, faute de trains, à pied et en voitures hippomobiles en direction de Morhange. Dans la nuit vers deux heures ils arrivèrent à Destry et Brulange. Les soldats du 69^e R.I.F., en cantonnement à Destry, furent réveillés en sursaut par les voix lugubres des mamans qui demandaient gîte et nourriture pour leurs petits enfants : «Nous sommes évacuées, criaient-elles, d'office, nous avons tout abandonné et nous avons besoin de tout. Aidez-nous, car nous sommes un troupeau errant, des bohémiens, des *Zigeuner*». De suite, les soldats offrirent aux plus nécessiteux leurs lits de paille et leur servirent du café chaud.

L'évacuation des habitants des régions de Bouzonville, de Sierck-les-Bains et des confins luxembourgeois se fit vers Rombas, Hagondange, la Meurthe-et-Moselle, la Haute-Marne et l'Aube. La plus grande partie des évacués s'arrêta en Moselle ou en Meurthe-et-Moselle. Les habitants de Saint-François-Lacroix, par contre, allèrent à pied et en voitures hippomobiles jusqu'à Blanrupt près de Saint-Dizier, Haute-Marne, avant d'être embarqués fin octobre par le train pour la Vienne. Ils avaient parcouru 190 km. De même les habitants de Kemplich furent embarqués seulement le 9 octobre à Arcis-sur-Aube. Les habitants de Klang parcoururent près de 250 km jusqu'à Nogent-sur-Aube et ceux de Monneren, Veckring et de Budling échouèrent également dans l'Aube. Sans doute par suite de la carence de la Préfecture de la Moselle, ces évacués ne s'arrêtèrent pas en Moselle ou en Meurthe-et-Moselle, mais il est aussi possible qu'ils se fussent donné la parole d'aller si loin pour garder le bétail.

Pour conclure sur ce premier repliement, on ne peut pas dire, comme on a voulu le faire savoir officiellement, que les mesures d'évacuation furent presque satisfaisantes. Tout au plus est-il vrai que l'absence de bombardement et d'opérations militaires, la présence de la main-d'œuvre militaire abondante sur place et l'intervention des autorités militaires, surtout dans la région de Thionville, facilita le treck lorrain, sans quoi l'évacuation aurait tourné en un désastre irréparable.

Le départ des évacués en train dans les départements d'accueil

Une fois arrivés à pied, en voitures hippomobiles ou en train dans les centres d'accueil, mal organisés, les évacués furent dirigés sur les départe-

ments d'accueil au bout de deux à dix jours dans des trains à wagons de marchandises, couverts de paille, rarement à wagons de voyageurs. La durée de transport variait de deux à quatre jours. Si au départ le ravitaillement et le service de santé laissaient à désirer, à chaque halte la Croix-Rouge et les scouts suppléaient dans la mesure du possible aux défaillances. L'acheminement des évacués du Pays de Bitche se fit par les gares de Lutzelbourg, Phalsbourg, Réchicourt-le-Château et Héming. Les habitants de Bousseviller, Liederschiedt et Sturzelbronn furent embarqués le 10 à Phalsbourg pour Angoulême, Charente, mais par suite d'une erreur d'aiguillage ils arrivèrent à Royan, Charente-Maritime. Quelques familles emmenèrent dans les wagons leurs chèvres pour nourrir les enfants. Les évacués de Walschbronn et de Waldhouse passèrent à Neufchâteau, Vosges, où les trains de réfugiés alsaciens et de militaires étaient entrés en collision. L'acheminement des évacués des régions de Sarreguemines, Sarralbe et Puttelage-aux-Lacs se fit par les gares d'Einville, Emberménil, Avricourt, Azoudange et Hampont. Les habitants de Sarreguemines, dispersés dans une quinzaine de localités autour de Dieuze, furent acheminés en trois jours jusqu'à Chasseneuil, Charente. Le maire se plaignit que le transport s'était fait en une étape à tel point que les évacués n'avaient pas pu faire leurs besoins naturels, qu'on avait laissé les vieillards et enfants sans couvertures et qu'à Angoulême on ignorait leur localité d'accueil, tant le chaos administratif fut grand. Avec les évacués de Wittring arrivèrent à Angoulême des soi-disant handicapés mentaux et d'autres malades, rassemblés dans la région de Bataville - Mousseu, enfermés dans un wagon, fermé à clé, et laissés sans ravitaillement depuis deux jours.

L'embarquement des évacués de la région de Forbach eut lieu dans les gares de Hampont, Custines, Faulx et Dieulouard, mais les mineurs du Bassin Houiller et leurs familles furent dirigés sur le Nord, Pas-de-Calais et la Saône-et-Loire. L'acheminement des évacués de la région de Saint-Avold fut fait par la gare de Chambrey vers la Vienne. Avec les mineurs, les paysans d'Altviller et de Lachambre furent envoyés par erreur à Lens, puis en Charente-Maritime, mais aboutirent par une autre erreur d'aiguillage à Cabourg, Calvados. Les évacués de la région de Boulay furent embarqués à la gare de Thiaucourt, ceux de la région de Bouzonville dans les gares de Maizières-lès-Metz, Hagondange, Blanrupt et Arcis-sur-Aube. Les habitants d'Edling près d'Anzeling se disputèrent pour le choix des wagons et des places. Ceux de Saint-François-Lacroix ne prirent le train qu'à Blanrupt, Haute-Marne, et ceux de Kemplich, Klang et Monneren à Arcis-sur-Aube. Enfin les évacués de la région de Sierck furent embarqués dans les gares de Clouange, Rombas et Arcis-sur-Aube. De la dernière gare partirent les habitants de Veckring et de Budling.

L'ÉVACUATION DE LA ZONE ROUGE

Certes le transport en train présenta des lacunes et des erreurs d'aiguillage et même les autorités militaires confisquèrent parfois les trains préparés pour les évacués, mais l'acheminement vers les départements d'accueil se fit dans des conditions généralement acceptables en temps de guerre. Les cheminots ont tout fait pour un acheminement rapide. En cours de route la Croix-Rouge et même les militaires ravitaillèrent les réfugiés d'une manière satisfaisante. Ce n'était pas toujours facile de donner satisfaction aux réfugiés apathiques ou énervés et ne comprenant que peu le français.

L'évacuation de mai-juin 1940

L'attaque foudroyante de l'armée allemande le 10 mai 1940 déclencha une deuxième vague d'évacuation, qui toutefois grâce à la densité du réseau ferroviaire et des mesures rapides des autorités civiles et militaires put être effectuée dans un calme relatif. D'après la statistique allemande de 1941, 92 communes avec 92 732 habitants durent être évacuées en mai-juin 1940. Dans le canton de Fontoy, les localités les plus menacées par l'invasion du Luxembourg par l'armée allemande, comme Angevillers, Audun-le-Tiche, Aumetz, Boulange, Fontoy, Havange, Ottange, Russange et Tressange, furent évacuées les 10 et 11 mai. En principe ces évacués furent dirigés vers des départements du centre, mais les habitants de Boulange restèrent sur place à Norroy-le-Sec, Meurthe-et-Moselle, et purent revenir le 3 août pour être expulsés d'août à novembre en grande partie. A la suite des bombardements par avions et canons à longue portée, les habitants de Thionville, Manom et Basse-Yutz furent évacués les 19 et 20 mai sur Metz et Montigny-lès-Metz, puis sur la Charente-Maritime et la Côte-d'Or.

Dans l'arrondissement de Boulay 32 communes furent soumises à l'évacuation. Boulay partit le 18 mai à Montmorillon, Vienne, Faulquemont, Redlach et Tritteling partirent dans la région d'Ecuelles, Saône-et-Loire. Les habitants de Bannay et de Varize gagnèrent à pied et en voitures hippomobiles la gare de Thiaucourt pour être embarqués à destination de l'Auvergne. En route les habitants de Varize perdirent les archives de la commune et les ornements de l'église et ne les retrouvèrent qu'en 1949 dans une commune du Puy-de-Dôme. Les habitants de Helfédange, annexe de Guinglange, attendirent la fin de la guerre à Puzieux près de Delme et purent rentrer dans leurs maisons pillées dès le 9 juillet. Dans l'arrondissement de Forbach onze communes se replièrent sur ordre militaire. Au début de juin Vallerange partit pour Kerprich-lès-Dieuze et Baccarat. Alors que les patrouilles allemandes s'aventuraient dans la région fortifiée de Sarralbe, Kirviller fut évacué le dimanche 28 mai sur Riss, Puy-de-Dôme.

DU DÉPARTEMENT DE LA MOSELLE EN 1939-1940

Dans l'arrondissement de Sarreguemines les habitants de sept communes furent évacués. La commune de Lemberg put rester à Mittelbronn et Zilling près de Phalsbourg. Le 25 mai l'inspecteur primaire de Sarrebourg fit encore passer à onze écoliers d'Enchenberg à Sarrebourg même le certificat d'études avant le départ des réfugiés en Vienne. Les réfugiés de Rahling, partis le 21 mai, arrivèrent à Lenclôtre, Vienne, le 4 juin, pour être rejoints le 21 par l'armée allemande.

Au total en 1939-1940 300 communes, avec 302 732 habitants furent évacués, le département de la Moselle comprenant 765 communes et 696 246 habitants. Un tiers de la superficie du département avait été évacué, soit 2 529 km² sur 6 227 ou encore 2/3 de la Lorraine germanophone. 68 communes sur 73 de l'arrondissement de Sarreguemines furent touchées par l'évacuation, soit 71 000 habitants sur 76 874.

II) Les Mosellans de la zone rouge dans les Charentes et en Vienne

Les centres d'accueil dans le département du Centre-Ouest.

Les mineurs des houillères travaillèrent dans le Nord, le Pas-de-Calais, la Loire et la Saône-et-Loire. Les évacués de l'arrondissement de Sarreguemines et de la partie est de l'arrondissement de Forbach furent dirigés sur les Charentes et ceux de la partie ouest de l'arrondissement de Forbach et ceux des arrondissements de Boulay et de Thionville-est et ouest sur la Vienne. A la date du 5 novembre 1939, 84 000 Mosellans se seraient trouvés en Vienne, dont la population était de 306 820 habitants, 11 470 Mosellans, en Charente-Maritime avec 419 021 habitants et près de 100 000 Mosellans en Charente, peuplée de 309 279 habitants. D'autres Mosellans étaient dispersés dans le Morbihan, le Calvados, le Puy-de-Dôme, la Corrèze, les Deux-Sèvres, la Haute-Vienne, la Dordogne, la Côte-d'Or, en Meurthe-et-Moselle et en Alsace.

L'accueil dans les départements de correspondance

Les préfets des départements d'accueil semblent s'être efforcés d'accueillir les évacués au mieux de leurs moyens, mais peut-être avec un certain retard. Si en Charente l'accueil laissa fort à désirer au début, la situation s'améliora par la suite. De l'avis de l'abbé François Goldschmitt, de Rech, un très grand désordre régnait à la gare régulatrice d'Angoulême pour diriger les convois des évacués sur les gares d'accueil, cependant le préfet de la Charente s'efforça de son mieux pour donner aux Mosellans une hospitalité fraternelle. Partis le 8 septembre de Héming, les réfugiés de

L'ÉVACUATION DE LA ZONE ROUGE

Nousseviller-lès-Bitche arrivèrent le 10 septembre à Barbezieux, d'où ils furent conduits en autobus à Saint-Médard et Touzac. La première nuit ils furent hébergés dans les granges et les hangars, car rien n'était préparé. Ensuite ils furent logés convenablement. Les habitants de Witting arrivèrent à Angoulême le 8 septembre au soir. Logés à Cherves, ils passèrent la première nuit dans l'église et les granges. Quand après trois jours de train, les habitants de Hundling arrivèrent à Saint-Aulais ils durent passer la première nuit dans de petites chambres sur la paille. Tous pleuraient à chaudes larmes. Mais le lendemain leurs hôtes leur fournirent des lits et de la vaisselle. Dès le début, l'accueil en Charente-Maritime fut meilleur qu'en Charente. C'est que le préfet, Félix Giacobbi, avait été secrétaire général de la Moselle de 1925 à 1929 et son secrétaire général, Michel Cacaud, chef de cabinet du Préfet de la Moselle de 1923 à 1929. Le département était aussi plus riche. Lorsque les habitants de Sturzelbronn arrivèrent le 12 septembre à 19 h à Royan, les gendarmes ouvrirent les hôtels vides et réquisitionnèrent après un mois les villas inoccupées de manière que chaque famille eût son foyer. L'accueil des évacués en Vienne, département aussi pauvre que celui de la Charente, semble avoir été assez convenable. A leur arrivée à Châtelleraut, les réfugiés de Neunkirchen-lès-Bouzonville furent conduits en voitures hippomobiles à Monthoiron. Leurs hôtes commencèrent par donner les premiers soins aux vieillards et malades et restaurèrent les autres sur la place publique, puis leur attribuèrent des logements évidemment petits et inconfortables. N'ayant pas pu se laver pendant une dizaine de jours, les réfugiés avaient des mines sales et harassées. Leurs bagages étaient menus et hétéroclites. Ne parlant que peu le français et ne comprenant pas le patois charentais et viennois, les Mosellans ne purent se faire comprendre que par signes et mimes. Aussi les premiers moments leurs hôtes les prirent pour des vagabonds. Cependant dans l'ensemble l'accueil fut convenable et même parfois sympathique.

La dispersion et le regroupement des évacués

Les évacués étaient dispersés dans toute la France, principalement dans le Nord, le Pas-de-Calais, la Loire, la Saône-et-Loire, en Charente, Charente-Maritime, Vienne, Moselle, Meurthe-et-Moselle, Meuse et Bas-Rhin. Des 823 habitants d'Holving 358 étaient réfugiés à Montmoreau, 228 à Saint-Amant-lès-Montmoreau, 27 dans d'autres localités de la Charente, 47 dans le Pas-de-Calais et 20 dans d'autres départements, 46 étaient restés en Moselle et 88 avaient été mobilisés. Rarement il était possible d'héberger les évacués d'une localité mosellane dans une même commune d'un département de correspondance. Les quelque 6 000 Sarregueminois étaient répartis dans 25 localités de la Charente et de la Charente-Maritime alors que les

10 000 autres étaient éparpillés dans toute la France ou mobilisés. Les habitants de Saint-Avold étaient répartis dans 19 localités et ceux de Creutzwald dans 17. Les autorités procédèrent à des regroupements des réfugiés d'une même commune, soit dans le département de correspondance, soit entre les départements en vue de les rapprocher de leur administration et d'améliorer leur situation matérielle et morale. Les habitants de Zetting et de Dieding, en arrivant le 8 septembre à Angoulême, furent acheminés le 12 octobre sur les Pins et Cherves, Charente, et furent regroupés ensuite avec une centaine, qui avait échoué dès le début en Charente-Maritime, à La Jarrie, Thairé et Croix-Chapeau. La grande dispersion des maisons charentaises à travers la campagne, assez peu peuplée, effrayait les Mosellans, habitués à se grouper. La commune de Segonzac, qui hébergeait les gens de Lixing-lès-Rouhling, était tellement disséminée qu'on ne se voyait que le dimanche, à la messe, à l'apéritif et à la belote.

Les problèmes de logement

Les difficultés venaient des différences des habitudes de vie. Les évacués s'étaient imaginé l'ensemble de la France comme un pays à existence facile et confortable. En arrivant dans les pays d'accueil en général pauvres, souvent pour la première fois, ils se rendirent compte que le paysan, même dans l'aisance, et le petit bourgeois du centre-ouest se contentaient la plupart du temps d'une habitation modeste, médiocrement entretenue, d'un chauffage rudimentaire et d'une hygiène primitive, surtout en Charente et en Vienne. Les 400 réfugiés de Rimling, éparpillés à Bassac et Saint-Amant-de-Graves à partir du 9 septembre, trouvèrent certes des demeures précaires mais de suite les Charentais et les Mosellans se mirent à les restaurer. La plus grande partie des habitants de Wittring, réfugiés à Montembœuf et Cherves-Chatelars, ne disposaient qu'à la fin octobre de lits. Les réfugiés de Grosbliederstroff furent déçus de prime abord à la vue des pauvres installations des paysans charentais, comme le chauffage des cheminées, le mobilier sommaire, l'absence de confort et le manque presque total de radios. Cependant leurs hôtes de Bouteville et environs donnèrent l'hospitalité dans la mesure de leurs moyens, les pauvres offrant leur unique pièce disponible, les riches, des logements plus vastes. Avec le temps, évidemment après des semaines ou même des mois, le gouvernement, les autorités départementales et locales et les œuvres de bienfaisance réussirent à améliorer tant soit peu les conditions d'hygiène et de confort des évacués, soit en faisant réparer les immeubles, soit en fournissant des lits et des poêles de tranchée, soit en donnant les allocations de réfugiés. Ces améliorations furent faites surtout grâce à Robert Schuman, député de la Moselle et sous-secrétaire d'Etat. Quoi qu'il en soit il ne convient pas

L'ÉVACUATION DE LA ZONE ROUGE

d'exagérer la précarité du logement dans les départements d'accueil, comme le prétendit la propagande allemande en écrivant que la moitié de la population mosellane, une fois «déporté» à l'intérieur de la France, avait été hébergée d'une façon indécente par suite de la gabegie, le laisser aller et la haine du gouvernement français : *«fast die Hälfte der Einwohnerschaft wurde ins Innere Frankreichs verschleppt und oft aufs unwürdigste untergebracht»*.

Les fournitures de mobilier, de l'habillement et du ravitaillement

Les évacués de Bitche, qui se trouvaient à Barbezieux, n'avaient pas encore eu de vêtements le 27 novembre. Le maire d'Epping-Urbach se plaignit le 9 décembre que sa commune, réfugiée à Barret depuis le 15 septembre, n'eût pas reçu de quoi s'habiller et se chauffer. Pour les habitants de Sarralbe et de Rech, hébergés à Vars et Saint-Amant-de-Boixe, la Société «Solvay» récupéra à Sarralbe des cuisinières, des matelas, des meubles, des vêtements et des machines à coudre. A l'arrivée des Sarregueminois à Chas-seneuil les couvertures manquaient, sous prétexte qu'elles avaient été données aux réfugiés espagnols. Avec l'aide de l'armée le maire fit récupérer des vêtements, des couvertures et du linge dans les magasins et à l'asile psychiatrique de Steinbach. La commission de récupération n°10, de Nancy en fit de même dans les maisons de Sarreguemines. Jusqu'à la mi-novembre l'armée dirigea sur la Vienne 300 wagons de literie et de mobilier, récupérés dans la zone rouge des arrondissements de Boulay et de Thionville. Des vivres furent récupérés dans les épiceries de Sarreguemines, Forbach et Saint-Avold.

Les difficultés linguistiques

Les évacués mosellans dont l'idiome usuel était presque exclusivement le francique mosellan et rhénan et l'alémanique, se trouvaient transférés en pleine guerre dans des régions si éloignées de la frontière et dont les populations ne parlaient que des patois français et avaient un instinct aigu de l'unité nationale. Il leur était difficile de comprendre que les Mosellans nés antérieurement à 1918 et frontaliers des Allemands, n'avaient pas appris le français à l'école primaire. A cette différence de langue s'ajoutait le fait que les noms germaniques des localités évacuées, étaient difficiles à prononcer par les Charentais et les Viennois. Ceux-ci étaient aussi étonnés que le Concordat, la loi Falloux et les lois locales avaient été conservés postérieurement à 1919 et que cette administration particulière fut même maintenue en temps de guerre. Des incidents et malentendus survinrent dans les départements d'accueil entre les évacués de Kalhausen, Sarreguemines, Seingbouse, Guerting et Dieding et leurs hôtes, qui les traitèrent parfois de boches.

DU DÉPARTEMENT DE LA MOSELLE EN 1939-1940

Avec le temps cependant on se comprit mieux. On se fit comprendre par des gestes, ce qui n'empêchait pas des confusions de langue, qui tournaient parfois à l'aigre, mais aussi à la franche rigolade. Un marchand d'Angoulême livra à une évacuée quatre caisses de fromage au lieu de quatre fromages, dits en allemand *der Käs*. Une vieille femme de Folkling, réfugiée à Saint-Même, réclama un balai, en all. *der Besen*, à son logeur, qui comprit qu'elle lui réclamait un baiser. Le préfet de la Charente-Maritime et sans doute ceux de la Charente et de la Vienne firent connaître par les journaux et par des affiches bilingues l'arrivée des Mosellans, certes de langue allemande, mais de cœur français, et ils firent nommer de suite des évacués bilingues, surtout des instituteurs et des institutrices, aux préfectures, tribunaux et mairies et publier des bulletins de renseignements pour les évacués. A partir du 5 novembre le vice-président du Conseil des Ministres Camille Chautemps et Robert Schuman firent faire à la radio française des émissions d'information en langue allemande.

Les évacués au travail

Dans la deuxième moitié de septembre le gouvernement décida de faire payer des allocations journalières en argent, s'élevant à 10 F pour les adultes de plus de 13 ans et de 6 F par enfant, pour que les évacués pussent s'entretenir eux-mêmes en attendant de trouver du travail. L'allocation ne fut supprimée que si le salaire dépassait le montant majoré de 25 %. La grosse majorité des réfugiés participa aux travaux champêtres dès leur arrivée en septembre 1939, puis au printemps et en été 1940. Les ouvriers trouvèrent rapidement du travail dans les poudreries d'Angoulême et les constructions métalliques de Ruelle-sur-Touvre, en Charente, la poudrerie de Saint-Médard près de Jarrie et la société aéronautique de Rochefort en Charente-Maritime, la poudrerie de Le Ripault près de Tours, Indre-et-Loire, et à la base d'aviation de Saint-Martin et l'Isle-Jourdain, Vienne. Les mineurs du Bassin houiller furent repliés dans les mines du Nord et du Pas-de-Calais et sur les centres industriels de Saône-et-Loire, de la Loire et du Tarn et même dans les Hautes-Pyrénées.

Pour être complet il conviendrait de traiter encore d'autres questions, comme les rapports entre l'administration et les évacués, où l'on verrait le rôle bienfaisant de certains députés et sénateurs mosellans, dont avant tout Robert Schuman et Robert Sérot, l'organisation de l'enseignement, dont le statut particulier fut conservé, l'organisation religieuse, où apparaîtraient les activités positives de Mgr Heintz, de Mgr Léon Schmit, de Mgr Albert Louis, de l'abbé François Goldschmitt, de Rech, du pasteur Edouard Helmlinger, de Sarreguemines et du rabbin Elie Bloch, de Metz. L'organisation sanitaire des évacués, l'attitude des réfugiés mosellans en juin 1940

L'ÉVACUATION DE LA ZONE ROUGE

dans les départements d'accueil où la majeure partie des évacués garda une fidélité indéfectible à la France et seulement une infime partie se rallia aux Allemands, et enfin leur retour en Moselle en automne 1940. Néanmoins les questions traitées permettent une conclusion sûre.

Conclusion

Certes le repliement des évacués derrière la Ligne Maginot s'effectua dans un désordre indescriptible par suite de la carence des autorités civiles et militaires. C'était sans aucun doute, l'étape la plus dure du Treck lorrain. Bien que le parti national-socialiste et l'administration civile allemande présentassent une organisation plus poussée et disposassent de meilleurs moyens de transport, le même désordre régnait en Sarre et au Palatinat lors de l'évacuation. Les mesures prises pour le transport par chemin de fer vers les départements d'accueil ont joué d'une manière satisfaisante. En y arrivant les Mosellans dialectophones ont été trop dispersés, mal logés, trop désorientés, parfois mal accueillis et mal supportés à cause de la différence de langue. Si les Mosellans ont été traités parfois de boches, les Sarrois et les Palatins ont été aussi surnommés de «Français de la Sarre» à cause de l'occupation de la Sarre de 1919 à 1935 par les Français et de «truies sarroises ou palatines» à cause de la prédominance des familles nombreuses. Le gouvernement français lui-même fut forcé d'avouer ses déficiences. Camille Chautemps, vice-président du Conseil des ministres, avoua au printemps 1940, au conseil municipal de Metz que les Mosellans avaient été victimes d'une impréparation administrative tant pour l'évacuation que pour l'accueil dans les Charentes et la Vienne, les régions les moins indiquées pour les recevoir. Cependant, beaucoup de Mosellans s'y sont acclimatés et en ont tiré un incontestable profit culturel et moral. Des mariages y ont été conclus en assez grand nombre. Des Mosellans y sont restés en automne 1940, soit volontairement soit de force. On se rend encore actuellement mutuellement visite. Fréquemment les appellations de rue ou de place rappellent l'exode. S'il est vrai que les Mosellans eurent hâte en automne 1940 de rentrer dans la petite patrie sous le leitmotiv «*nix wie hemm*», il est faux de dire que l'évacuation fut un exil ou *eine Verbannung*, comme certains veulent le faire croire.

En se basant sur un projet de transplantation des Alsaciens et des Mosellans dialectophones sous la Révolution française, sur une délibération du Conseil municipal de Strasbourg de 1936 et sur des déclarations de certains parlementaires, dont le général Jean Stuhl, de Haspelschiedt, sénateur de la Moselle, la propagande allemande conclut que le gouvernement français avait l'intention de ne plus rapatrier les évacués, afin de leur faire oublier leur dialecte et leur folklore. En octobre 1941 Joseph Bilger, chef

DU DÉPARTEMENT DE LA MOSELLE EN 1939-1940

de la propagande de la «Communauté ethnique allemande» en Moselle annexée, confirma que les évacués mosellans devaient renoncer à rentrer dans leur petite patrie et à oublier leur entité ethnique après la victoire française : «*während unsere Flüchtlinge in der endgültigen Verbannung Heimat und Volkstum aufgeben sollten*». C'est une pure invention. A la radio le 5 novembre Camille Chautemps exprima aux évacués la certitude qu'à la victoire des armées, ils retourneraient dans leur petite patrie, leur *Heimat*. Ils y rapporteraient une foi nouvelle et un amour plus grand pour la patrie commune, cependant que les Français de l'intérieur conserveront une gratitude infinie pour les sentiments d'attachement courageux des Mosellans et des Alsaciens à la patrie française. Le culte de la petite patrie fortifiait celui de la grande. Au seuil de Noël le président du conseil, Edouard Daladier, dans une allocution au peuple français promit aux frères éprouvés d'Alsace et de Lorraine de les ramener à leur terre qu'ils aimaient intensément et dont ils avaient fait au cours des siècles un des jardins de France, et que, si le feu de l'ennemi avait ruiné leurs maisons, elles seraient reconstruites plus belles et plus gaies à la place des maisons de leurs ancêtres. Hélas, au lieu de la victoire que les évacués attendaient avec courage et certitude, vint en juin 1940 la défaite qui allait les laisser sans aide ni secours matériel et moral et surtout devant le dilemme insoluble s'il fallait rentrer ou non, se rallier à l'Allemagne ou rester fidèle à la France.

SOURCES : Enquête des instituteurs des arrondissements de Sarreguemines et de Forbach en 1946 sur la Deuxième guerre mondiale; Enquête des Archives départementales de la Moselle en 1950 sur le même sujet; Le Pays de Bitche n° 9 (1980) : l'évacuation du Pays de Bitche en 1939, 60 p.; Archives départementales de la Moselle, 5 R 911, 589 et 592; Paul Glath, Du Pays de Bitche en Charente-Maritime. Souvenirs de 1939-40, Niederbronn-les-Bains, 1954, 96 p.; Jean Vidalenc, L'exode mai-juin 1940, Paris, P.U.F., 1957, 440 p., N. Dicop, L'évacuation de la population de Veckring, dans : Les Cahiers lorrains 1980, p. 109-111.